

Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région¹

Peace, Security and Cooperation Framework for the Democratic Republic of the Congo and the region¹

1. D'importants progrès ont été enregistrés en République démocratique du Congo pendant la décennie écoulée. Les processus de paix national et régional initiés alors ont établi la base d'une paix et d'une stabilité relatives dans de grandes parties du pays. De même, le gouvernement de la République démocratique du Congo a entamé, avec l'appui des partenaires, un certain nombre de réformes pour préparer le terrain à la reprise économique et la démocratisation du pays.
 2. Cependant, l'est de la République démocratique du Congo continue de subir des cycles de conflit récurrents et des violences persistantes de la part de groupes armés tant nationaux qu'étrangers.
 3. Les conséquences de cette violence ont été plus que dévastatrices. Des actes de violence sexuelle et de graves violations des droits de l'homme sont utilisés régulièrement et quasi-quotidiennement comme des armes de guerre. Le nombre de personnes déplacées figure parmi les plus élevés au monde et tourne de façon persistante autour de deux millions de personnes. La mise en œuvre du programme national de reconstruction, de réforme du secteur de la sécurité et d'éradication de la pauvreté est constamment interrompue.
 4. Malgré ces défis, la crise récente offre la possibilité de s'atteler aux causes profondes du conflit et de mettre un terme aux cycles de violence récurrents. Il est de plus en plus reconnu que la voie actuelle n'est pas viable. Partant d'une cessation des hostilités, des actions concrètes sont requises de la part du gouvernement de la République démocratique du Congo, avec le soutien des partenaires; des Etats de la région; et de la communauté internationale en soutien aux efforts déjà en cours de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe.
1. Significant progress has been achieved in the Democratic Republic of the Congo over the past decade. The local and regional peace processes initiated at that time laid the foundation for relative peace and stability in large parts of the country. Similarly, the Government of the Democratic Republic of the Congo has begun some reforms, with partners' support, that are intended to lay the ground for economic recovery, and the democratization of the country.
 2. However, eastern Democratic Republic of the Congo has continued to suffer from recurring cycles of conflict and persistent violence by armed groups, both Congolese and foreign.
 3. The consequences of this violence have been nothing short of devastating. Acts of sexual violence and serious violations of human rights are used regularly and almost daily as weapons of war. Displacement figures are among the highest in the world and persistently hover near two million people. The implementation of the country's reconstruction, security sector reform and poverty alleviation program is regularly disrupted.
 4. Despite these challenges, the recent crisis has created a window of opportunity to address the root causes of conflict and put an end to recurring cycles of violence. There is increasing recognition that the current path is untenable. Beginning with a cessation of hostilities, concrete action is needed by the Government of the Democratic Republic of the Congo, with the support of partners, countries in the region, and the international community and building on the efforts already underway by the International Conference of the Great Lakes Region and the Southern African Development Community.

¹Dans ce contexte, la région est définie comme étant les pays signataires de cet accord.
In this context, region is defined as the signatory countries of the agreement.

5. Les principes énoncés à chacun de ces niveaux constitueront des engagements pris dans les domaines suivants:

Pour le gouvernement de la République démocratique du Congo:

Un engagement renouvelé à:

- Continuer et approfondir la réforme du secteur de la sécurité, en particulier en ce qui concerne l'armée et la police;
- Consolider l'autorité de l'Etat, en particulier à l'est de la République démocratique du Congo, y compris en empêchant les groupes armés de déstabiliser les pays voisins;
- Effectuer des progrès en ce qui concerne la décentralisation;
- Promouvoir le développement économique, y compris au sujet de l'expansion des infrastructures et de la fourniture de services sociaux de base;
- Promouvoir la réforme structurelle des institutions de l'Etat, y compris la réforme des finances; et
- Promouvoir les objectifs de réconciliation nationale, de tolérance, et de démocratisation.

Pour la région:

Un engagement renouvelé à:

- Ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures des Etats voisins;
- Ne pas tolérer, ni fournir une assistance ou un soutien quelconque à des groupes armés;
- Respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale des Etats voisins;
- Renforcer la coopération régionale, y compris à

5. The principles of engagement at each of these levels shall consist of commitments in the following areas:

For the Government of the Democratic Republic of the Congo:

A renewed commitment:

- To continue, and deepen security sector reform, particularly with respect to the Army and Police;
- To consolidate State authority, particularly in eastern Democratic Republic of the Congo, including to prevent armed groups from destabilizing neighbouring countries;
- To make progress with regard to decentralization;
- To further economic development, including with respect to the expansion of infrastructure and basic social service delivery;
- To further structural reform of Government institutions, including financial reform; and
- To further the agenda of reconciliation, tolerance and democratization.

For the region:

A renewed commitment:

- Not to interfere in the internal affairs of neighbouring countries;
- To neither tolerate nor provide assistance or support of any kind to armed groups;
- To respect the sovereignty and territorial integrity of neighbouring countries;
- To strengthen regional cooperation including

travers l'approfondissement de l'intégration économique avec une attention particulière accordée à la question de l'exploitation des ressources naturelles;

- Respecter les préoccupations et intérêts légitimes des Etats voisins, en particulier au sujet des questions de sécurité;
- Ne pas héberger ni fournir une protection de quelque nature que ce soit aux personnes accusées de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité, d'actes de génocide ou de crimes d'agression, ou aux personnes sous le régime de sanctions des Nations Unies; et
- Faciliter l'administration de la justice, grâce à la coopération judiciaire dans la région.

Pour la communauté internationale:

- Le Conseil de sécurité resterait saisi de l'importance d'un soutien à la stabilité à long terme de la République démocratique du Congo et de la région des Grands Lacs;
- Un engagement renouvelé des partenaires bilatéraux à demeurer mobilisés dans leur soutien à la République démocratique du Congo et la région, y compris avec les moyens appropriés pour assurer la durabilité de ces actions sur le long terme; et d'appuyer la mise en œuvre des protocoles et des projets prioritaires du Pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement dans la région des Grands Lacs;
- Un engagement renouvelé à travailler à la revitalisation de la Communauté économique des pays des Grand Lacs (CEPGL) et à soutenir la mise en œuvre de son objectif de développement économique et d'intégration régionale;
- Une revue stratégique de la Mission de stabilisation de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUSCO) afin de renforcer son appui au

deepening economic integration with special consideration for the exploitation of natural resources;

- To respect the legitimate concerns and interests of the neighbouring countries, in particular regarding security matters;
- To neither harbour nor provide protection of any kind to persons accused of war crimes, crimes against humanity, acts of genocide or crimes of aggression, or persons falling under the United Nations sanctions regime; and,
- To facilitate the administration of justice through judicial cooperation within the region.

For the international community:

- The Security Council would remain seized of the importance of supporting the long-term stability of Democratic Republic of the Congo and the Great Lakes region;
- A renewed commitment by bilateral partners to remain engaged in supporting the Democratic Republic of the Congo and the region, including with appropriate means to ensure long-term sustainability; and to support the implementation of the Protocols and priority projects of the Pact on Security, Stability and Development in the Great Lakes region.
- A renewed commitment to work towards the revitalization of the Economic Community of the Great Lakes Countries (CEPGL) and support the implementation of its economic development and regional integration agenda;
- A strategic review of the United Nations Organization Stabilization Mission in the Democratic Republic of the Congo (MONUSCO) that aims to strengthen support

gouvernement pour faire face aux enjeux d'ordre sécuritaire et favoriser l'expansion de l'autorité de l'Etat;

- La nomination d'un Envoyé spécial des Nations Unies pour soutenir les efforts pour trouver des solutions durables avec un plan à plusieurs volets qui permettra la convergence de toutes les initiatives en cours.

Mécanisme de suivi

6. La République démocratique du Congo, les pays limitrophes, les partenaires régionaux et la communauté internationale travailleront de façon synchronisée afin de promouvoir ces principes.
7. Un mécanisme de suivi régional impliquant les dirigeants des pays de la région, notamment de la République démocratique du Congo, de la République d'Afrique du Sud, de la République d'Angola, de la République du Burundi, de la République centrafricaine, de la République du Congo, de la République de l'Ouganda, de la République du Rwanda, de la République du Soudan du Sud, de la République unie de Tanzanie et de la République de Zambie, jouissant des bons offices du Secrétaire général des Nations Unies, de la Présidente de la Commission de l'Union africaine, du Président de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et du Président de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe, en qualité de garants du présent accord, sera établi et se réunira régulièrement pour passer en revue les progrès dans la mise en œuvre des engagements régionaux ci-dessus, dans le respect de la souveraineté des Etats concernés.
8. Ce mécanisme 11+4 est en soutien aux efforts régionaux en cours et sera par conséquent soutenu par et étroitement lié à l'Union africaine, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et la Communauté pour le développement de l'Afrique australe, ainsi qu'à d'autres partenaires

to the Government to enable it to address security challenges and extend State authority;

- Appointment of a United Nations Special Envoy to support efforts to reach durable solutions in a multi-track plan that allows the convergence of all initiatives in progress.

Oversight mechanisms

6. To promote these principles, the Democratic Republic of the Congo, neighbouring countries, regional partners, and the international community should work in a synchronized manner.
7. A regional oversight mechanism involving these leaders of the region, namely the Democratic Republic of the Congo, the Central African Republic, the Republic of Angola, the Republic of Burundi, the Republic of the Congo, the Republic of Rwanda, the Republic of South Africa, the Republic of South Sudan, the United Republic of Tanzania, Republic of Uganda, and the Republic of Zambia with the good offices of the Secretary-General of the United Nations, the Chairperson of the African Union Commission, the Chairperson of the International Conference on the Great Lakes Region, and the Chairperson of the Southern African Development Community in the role of guarantors, shall be established to meet regularly and review progress in the implementation of the regional commitments outlined above, with due regard for the national sovereignty of the States concerned.
8. This 11 + 4 mechanism is in support of the ongoing regional efforts and shall therefore be supported by and closely linked to the African Union, the International Conference of the Great Lakes Region, the Southern African Development Community, as well as those of other international

internationaux, y compris l'Union européenne, la Belgique, les Etats-Unis d'Amérique, la France et le Royaume-Uni. Un plan détaillé pour la mise en œuvre de l'accord sera développé conjointement, y compris l'établissement de critères et mesures de suivi appropriées.

9. Le Président de la République démocratique du Congo mettra en place, au sein du gouvernement, un mécanisme national de suivi en vue d'accompagner et de superviser la mise en œuvre des engagements pris au niveau national pour les réformes susmentionnées. Les Nations Unies, l'Union africaine, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et d'autres partenaires bilatéraux ou multilatéraux qui seront convenus apporteront leur soutien à ce mécanisme.

10. Le mécanisme de suivi national fonctionnera dans le respect total de la souveraineté de la République démocratique du Congo.

11. En République démocratique du Congo, la MONUSCO fera partie de la solution, et continuera à travailler en étroite collaboration avec le gouvernement de la République démocratique du Congo.

partners, including the European Union, Belgium, France, the United Kingdom, and the United States of America. The detailed plan for the implementation of this Framework will be developed jointly including the establishment of benchmarks and appropriate follow-up measures.

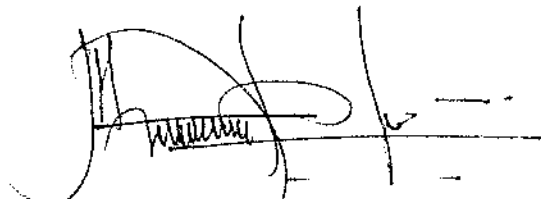
9. The President of the Democratic Republic of the Congo shall put in place, within the Government, a national oversight mechanism in order to accompany and oversee the implementation of the national commitments for reform outlined above. The United Nations, the African Union, the World Bank, the African Development Bank and other bilateral or multilateral partners of the Democratic Republic of the Congo that are agreed upon shall provide support to this mechanism.

10. The national oversight mechanism will operate in full respect of the national sovereignty of the Democratic Republic of the Congo.

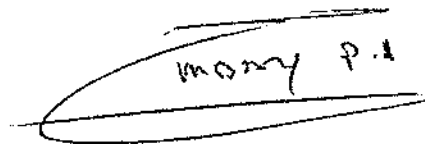
11. In the Democratic Republic of the Congo, the United Nations Organization Stabilization Mission in the Democratic Republic of the Congo (MONUSCO) shall be part of the solution, continuing to work closely with the Government of the Democratic Republic of the Congo.

Fait à Addis Abeba, le 24 février 2013

Done at Addis Ababa, on 24 February 2013



H.E. Mr. Joseph Kabila Kabange
Président de la République démocratique du Congo
President of the Democratic Republic of the Congo

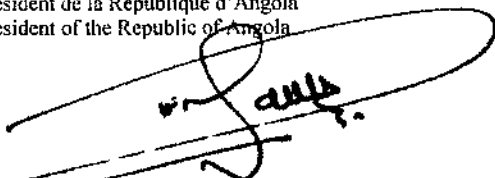


H.E. Mr. Parfait Anicet Mbay
Deuxième Vice Premier Ministre de la République centrafricaine et Ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine, de la Francophonie et des Centrafricains de l'étranger,
Second Deputy Prime Minister of the Central African Republic and Minister of Foreign Affairs, for African Integration, Francophonie, and Central Africans abroad

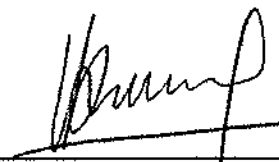


H.E. Mr. Manuel Domingos Vicente
Vice-Président de la République d'Angola,
Vice President of the Republic of Angola

pour/for **H.E. Mr. José Eduardo dos Santos**
Président de la République d'Angola
President of the Republic of Angola



pour/for **H.E. Mr. François Bozizé**
Président de la République centrafricaine
President of the Central African Republic



H.E. Mr. Laurent Kavakure
Ministre des Relations extérieures et de la Coopération internationale de la République du Burundi,
Minister of External Relations and International Cooperation of the Republic of Burundi

pour/for **H.E. Mr. Pierre Nkurunziza**
Président de la République du Burundi
President of the Republic of Burundi



H.E. Mr. Denis Sassou N'guesso
Président de la République du Congo
President of the Republic of the Congo



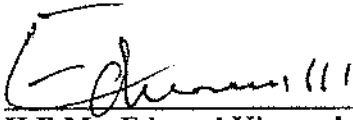
H.E. Mr. Jacob Zuma
Président de la République d'Afrique du Sud
President of the Republic of South Africa

H.E. Mr. Paul Kagame
Président de la République du Rwanda
President of the Republic of Rwanda



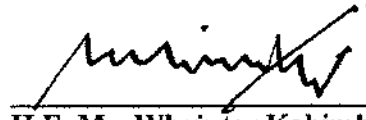
H.E. Mr. Salva Kiir Mayardit
Président de la République du Soudan du Sud
President of the Republic of South Sudan

Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région
Peace, Security and Cooperation Framework for the Democratic Republic of the Congo and the region



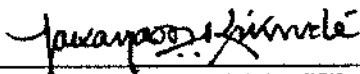
H.E Mr. Edward Kiwanuka Ssekandi
Vice-Président de la République d'Ouganda,
Vice President of the Republic of Uganda

pour/for **H.E. Mr. Yoweri Kaguta Museveni**
Président de la République d'Ouganda
President of the Republic of Uganda

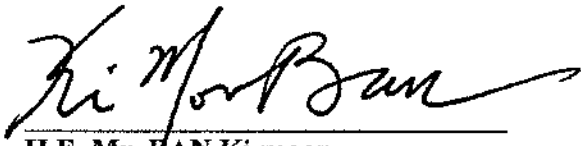


H.E. Mr. Whyinter Kabimba
Ministre de la Justice de la République de Zambie,
Minister of Justice of the Republic of Zambia

pour/for **H.E. Mr. Michael Chilufya Sata**
Président de la République de Zambie
President of the Republic of Zambia



H.E. Mr. Jakaya Mrisho Kikwete
Président de la République unie de Tanzanie
President of the United Republic of Tanzania



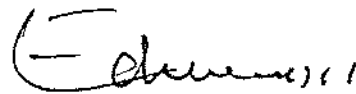
H.E. Mr. BAN Ki-moon
Secrétaire général des Nations Unies,
Témoin
Secretary-General of the United Nations,
Witness



H.E. Dr. Nkosazana Dlamini Zuma
Présidente de la Commission de l'Union africaine,
Témoin
Chairperson of the African Union Commission,
Witness



H.E. Mr. Armando Emilio Guebuza
Président de la Communauté pour le développement de
l'Afrique australe, *Témoin*
Chairperson of the Southern African Development Community,
Witness



H.E Mr. Edward Kiwanuka Ssekandi
Vice-Président de la République d'Ouganda,
Vice President of the Republic of Uganda

pour/for **H.E. Mr. Yoweri Kaguta Museveni**
Président de la Conférence internationale sur la région des
Grands Lacs
Témoin
Chairperson of the International Conference on the Great Lakes
Region
Witness

**Addendum à l'Accord-cadre pour la Paix, la Sécurité et la Coopération pour la République
Démocratique du Congo et la région**

**Addendum to the Peace, Security and Cooperation Framework for the Democratic Republic of
the Congo and the region**

1. Prenant note de la demande d'adhésion de la République du Kenya et de la République du Soudan à l'Accord-cadre pour la Paix, la Sécurité et la Coopération pour la République Démocratique du Congo et la région signé à Addis-Abeba, en Ethiopie, le 24 Février 2013.

2. Se référant au Communiqué du Sixième Sommet extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs, tenu à Nairobi, Kenya, le 31 juillet 2013 ainsi qu'au Communiqué final de la 2^{ème} réunion de haut niveau du Mécanisme régional de suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre tenue à New York, le 23 septembre 2013.

3. La troisième réunion de haut niveau du Mécanisme régional de suivi de mise en œuvre de l'Accord-cadre, formalise, à travers cet addendum, l'adhésion de la République du Kenya et de la République du Soudan à l'Accord-cadre pour la Paix, la Sécurité et la Coopération pour la République Démocratique du Congo et pour la région.

4. Par leurs signatures, la République du Kenya et la République du Soudan deviennent ainsi respectivement, 12ème et 13ème membres de l'Accord-cadre au même titre que:

La République Démocratique du Congo,
La République de l'Angola,
La République du Burundi,
La République Centrafricaine,
La République du Congo,
La République du Rwanda,
La République d'Afrique du Sud,
La République du Sud Soudan,
La République Unie de Tanzanie,
La République de l'Ouganda et
La République de la Zambie.

1. Taking note of the requests by the Republic of Kenya and the Republic of the Sudan to join the Peace, Security and Cooperation Framework for the Democratic Republic of the Congo and the region, signed in Addis-Ababa, Ethiopia, on 24 February 2013.

2. Referring to the Communiqué of the sixth extraordinary Summit of the Heads of State and Government of the International Conference on the Great Lakes Region (ICGLR), held in Nairobi on 31 July 2013, and the final Communiqué of the second high-level meeting of the Regional Oversight Mechanism held in New York, on 23 September 2013.

3. The third high-level meeting of the Regional Oversight Mechanism formalizes, by this addendum, the Republic of Kenya and the Republic of the Sudan as signatories to the Peace, Security and Cooperation Framework for the Democratic Republic of the Congo and the region.

4. The Republic of Kenya and the Republic of the Sudan become, respectively, the 12th and 13th members of the Peace, Security and Cooperation Framework for the Democratic Republic of the Congo and the region along with:

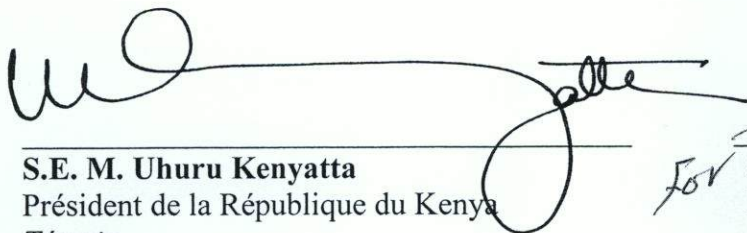
The Democratic Republic of Congo,
The Republic of Angola,
The Republic of Burundi,
The Central African Republic,
The Republic of the Congo,
The Republic of Rwanda,
The Republic of South Africa,
The Republic of South Sudan,
The United Republic of Tanzania,
The Republic of Uganda and
The Republic of Zambia

5. En foi de quoi, la République du Kenya et la République du Soudan adhèrent à l'intégralité des principes, des objectifs et des dispositions de l'Accord-cadre, et s'engagent à les respecter.

5. In witness hereof, by their signatures, the Republic of Kenya and the Republic of the Sudan agree to be bound by the principles and provisions set out in the Peace, Security and Cooperation Framework for the Democratic Republic of the Congo and the region.

Fait le 31 janvier 2014 à Addis Ababa

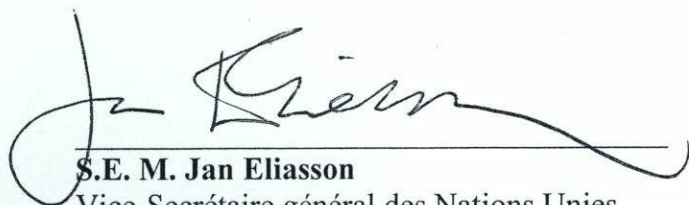
Dated 31 January 2014 at Addis Ababa



S.E. M. Uhuru Kenyatta
Président de la République du Kenya
Témoin
President of the Republic of Kenya
Witness



for **S.E. M. Omar Hassan Ahmed al-Bashir**
Président de la République du Soudan
Témoin
President of the Republic of the Sudan
Witness

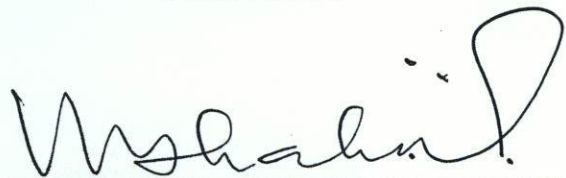


S.E. M. Jan Eliasson
Vice-Secrétaire général des Nations Unies
Témoin
Deputy Secretary-General of the
United Nations
Witness

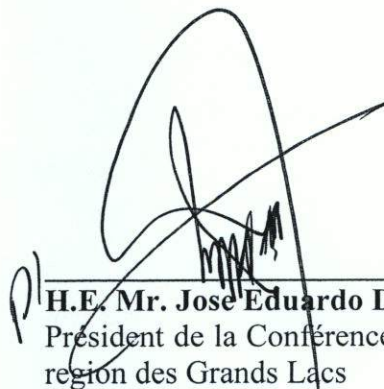


S.E. Dr. Nkosazana Dlamini-Zuma
Président de la Commission de l'Union
africaine
Témoin
Chairperson of the African Union Commission
Witness

pour/for **H.E. Mr. BAN Ki-moon**
Secrétaire général des Nations
Unies
Secretary-General of the
United Nations



H.E. Ms. Joyce Hilda Mtila Banda
Président de la Communauté pour le
développement de l'Afrique australe
Témoin
Chairperson of the Southern African
Development Community
Witness



H.E. Mr. Jose Eduardo Dos Santos
Président de la Conférence internationale sur la
région des Grands Lacs
Témoin
President of the Republic of Angola and Chair
of ICGLR
Witness